

Déclaration commune

Principes et demandes d'industriAll Europe et de la Fédération européenne des travailleurs du transport (FET) pour « MENER UNE TRANSITION JUSTE VERS UNE MOBILITÉ INTELLIGENTE ET DURABLE »

Nous voulons une transition juste pour les travailleurs d'industries européennes de la mobilité dans lesquelles nous ne sommes pas seulement informés par les décideurs politiques et dirigeants d'entreprises des changements à venir, mais dans lesquelles nous participons de manière équitable à la conception des industries et des services de la mobilité de l'avenir. Cette prise de position conjointe présente une analyse commune et formule les demandes des travailleurs du transport et de l'industrie manufacturière pour une transition juste.

L'importance de notre écosystème de la mobilité

Le transport, à savoir la mobilité des personnes et la mobilité des marchandises, est l'un des services essentiels au fonctionnement de notre société et de notre économie. Ces services dépendent d'industries manufacturières stratégiques en Europe.

La mobilité des personnes doit être inclusive, accessible et abordable pour garantir la participation à la vie sociale et économique, tandis que la mobilité des marchandises doit être accessible et fiable. L'urgence climatique, de même que les problèmes de santé liés à la pollution atmosphérique et sonore, rendent inévitable et nécessaire la transition vers une mobilité durable.

Outre des vélos, des véhicules, des avions, des navires et des trains de qualité, la mobilité requiert également des infrastructures fiables et performantes, notamment :

- Des infrastructures physiques nécessaires pour une mobilité efficace et durable, y compris une « mobilité douce » (infrastructures pour les piétons et les cyclistes)
- Des infrastructures de ravitaillement et d'approvisionnement en carburant, en tenant compte des besoins en nouveaux carburants durables
- Des infrastructures logistiques pour assurer l'efficacité et la sécurité de l'ensemble du secteur de la mobilité
- Des dispositifs pour les différents modes de transport (de haute qualité, durables et pérennes)

Or, une mobilité durable a avant tout besoin de travailleurs : ceux qui développent, construisent, conduisent et entretiennent les moyens de transport pour assurer la mobilité des personnes et des marchandises. Les véhicules, les navires, les trains et les avions, associés aux infrastructures et aux travailleurs qui les construisent et les conduisent, font partie intégrante de notre écosystème de la mobilité.

La nature même de cet écosystème est éminemment politique, car la mobilité est un service essentiel qui requiert des niveaux d'investissement élevés. Au lieu de les servir, les règles européennes en matière de concurrence et d'aides d'État compromettent souvent nos intérêts à long terme en matière

d'autonomie stratégique ouverte et de cohésion sociale et territoriale dans ces industries. Elles nuisent également au développement de services de transport de passagers durables et de qualité. Les choix d'investissements, y compris dans les véhicules, les infrastructures, les schémas de mobilité, les technologies de carburants, la taxation et le personnel, sont des choix à long terme qui demandent un dialogue social et civique.

Les quelques 20 millions de travailleurs du secteur de la mobilité et leurs représentants ont le droit de participer à ce dialogue !

La transformation écologique et numérique : les enjeux et les opportunités pour les travailleurs de l'écosystème de la mobilité

IndustriAll Europe et la Fédération européenne des travailleurs du transport reconnaissent le besoin de décarboner le secteur de la mobilité et de créer un écosystème plus respectueux de l'environnement. Nous soutenons les objectifs du pacte vert pour l'Europe tout en insistant sur la nécessité d'une transition juste et équitable de nos industries. Aucun travailleur, ni aucune industrie et région ne doit être laissé pour compte dans la transition vers un écosystème de la mobilité plus durable.

Nous sommes convaincus que la transition vers un écosystème durable et équitable nécessite aussi bien une politique européenne du transport en faveur d'une révolution de la mobilité durable qu'une politique industrielle européenne ambitieuse qui investit dans les infrastructures et les travailleurs, tout en tenant compte des différents enjeux énergétiques, commerciaux et géopolitiques.

Notre projet conjoint « JT4Mobility » a permis d'effectuer une première évaluation des enjeux et des opportunités de la double transition verte et numérique en matière d'emplois, de conditions de travail et de compétences. À travers ce projet, nous avons identifié des points communs et des différences dans les différents secteurs du transport.

Principaux constats :

- Les décisions politiques liées à la double transition ne font **pas l'objet d'une véritable évaluation de leur impact social ni d'un dialogue social systématique** qui permettraient d'anticiper et de négocier des mesures en faveur des travailleurs concernés.
- Un **certain nombre d'incertitudes subsistent quant aux choix technologiques** qui affectent aussi bien les entreprises que les travailleurs.
- Les **instruments existants pour une transition juste** ne sont pas applicables à toutes nos industries.
- Les **pénuries de travailleurs et de compétences** touchent à la fois les transports et l'industrie manufacturière, avec de graves répercussions économiques dans certains secteurs.
- Les transports et l'industrie manufacturière souffrent des **pratiques de dumping social**, encouragées par les politiques de libéralisation dans le secteur du transport. La **sous-traitance et la délocalisation** sont monnaie courante dans le secteur manufacturier.
- Nos industries évoluent sur les marchés mondiaux. Les **règles commerciales déloyales** et l'inaction mondiale face au changement climatique exigent une réponse affirmée de l'Europe si nous voulons éviter de perdre des industries et des services de transport stratégiques à cause des nouvelles formes de fuite de carbone.
- Dans de nombreux cas, les **stratégies d'entreprise axées sur la maximisation des profits** ont miné les investissements dans les infrastructures, les équipements et la qualité des emplois nécessaires pour répondre aux besoins de mobilité.

Les travailleurs du transport et de l'industrie manufacturière s'unissent

Afin de protéger le climat et l'environnement, d'assurer une mobilité inclusive et de garantir des chaînes d'approvisionnement durables, les travailleurs du transport et de l'industrie manufacturière reconnaissent leurs intérêts communs et entendent œuvrer ensemble à la mise en place d'un écosystème de la mobilité européenne plus durable.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'adopter une approche globale véritable pour répondre à ces défis, en conjuguant la politique des transports et la politique industrielle et en s'engageant aux côtés des travailleurs et des citoyens de l'UE. Il est évident que nous devons penser et agir de manière intersectorielle tout en approfondissant nos connaissances et notre compréhension sectorielles.

Le futur programme de travail de la Commission européenne, qui reposera très probablement sur un objectif encore à définir de décarbonation d'ici 2040, et les prochaines élections du Parlement européen prévues en 2024 seront nos points de référence.

IndustriAll Europe et la FET s'engagent à :

- Faire pression conjointement auprès des institutions européennes pour garantir un plan d'investissement détaillé pour une transition juste dans le secteur de la mobilité
- Poursuivre le développement de leur coopération au niveau sectoriel
- Encourager leurs organisations affiliées à accroître leur coopération au niveau national

IndustriAll Europe et la FET présentent une première série de demandes conjointes

Nous appelons la Commission européenne à :

- Reconnaître l'importance stratégique de nos industries et services pour atteindre l'objectif de décarbonation, pour l'autonomie stratégique et pour la cohésion sociale et régionale de l'Europe.
- Reconnaître l'importance stratégique du transport et de la mobilité en tant que service essentiel pour la société et l'économie.
- Développer une stratégie industrielle proactive pour l'écosystème de la mobilité, en coopération avec les partenaires sociaux, afin de garantir que la voie de transition à venir aboutisse à des résultats concrets et que les règles relatives aux aides d'État soient en faveur de la transformation de nos industries.
- Établir un véritable dialogue avec les partenaires sociaux pour préparer l'objectif de décarbonation à l'horizon 2040.
- Inclure dans son prochain programme de travail un cadre pour une transition juste et un financement adéquat pour l'écosystème de la mobilité.
- Veiller à ce que la transition juste soit au centre de la future « voie vers un écosystème de la mobilité intelligente et durable » et suivre le processus de mise en œuvre avec la participation des partenaires sociaux.
- Superviser les programmes nationaux des États membres et insister sur les mesures pour une transition juste ainsi que sur les conditionnalités sociales associées aux règles en matière d'aides d'État et aux demandes de financement européen.
- Créer un observatoire européen pour une transition juste afin de suivre la mise en œuvre de toutes les politiques et mesures liées à l'ensemble du pacte vert pour l'Europe.

- Prendre en compte de toute urgence nos préoccupations et nos demandes de longue date pour améliorer les droits et les prérogatives des comités d'entreprise européens par le biais de la révision de la directive sur les CEE, et ce sans plus tarder.
- Proposer un cadre juridique européen pour l'anticipation et la gestion de la transition juste au niveau de l'entreprise qui soit inspiré du rapport Cercas de 2013. Un tel cadre doit inclure des règles obligatoires relatives à l'information, la consultation et la participation à un stade précoce et de qualité des syndicats et des représentants des travailleurs aux niveaux local, national et européen, ainsi que des garanties sociales pour les travailleurs.
- Assortir les fonds publics et les ressources de l'UE de conditionnalités sociales pour investir dans la formation, la requalification et le perfectionnement des compétences des travailleurs afin de garantir les compétences nécessaires à la transition verte et numérique, ainsi qu'investir dans la création d'opportunités d'apprentissage de qualité et d'entrée sur le marché du travail pour les diplômés.
- Promouvoir et renforcer le dialogue social et les négociations collectives à tous les niveaux (européen, national, sectoriel, régional et de l'entreprise).

Nous appelons le Parlement européen et les candidats aux élections du Parlement européen de 2024 à :

- S'engager à mener une transition juste dans le cadre de la transition vers un écosystème de la mobilité plus durable.
- Finaliser leur travail et parvenir à des accords ambitieux sur les dossiers européens liés au pacte vert pour l'Europe et qui sont importants pour décarboner l'écosystème de la mobilité.
- Garantir un cadre pour une transition juste et des conditionnalités sociales pour le financement européen et les aides d'État
- Soutenir les candidats qui sont en faveur de la transition juste en Europe aux postes de Président du Parlement européen et de Président de la Commission européenne.

Nous appelons les gouvernements nationaux à :

- Mettre en œuvre et suivre les politiques climatiques et la législation du pacte vert pour l'Europe en dialogue avec les syndicats et à garantir des évaluations d'impact détaillées comme base de travail.
- Adapter leurs plans en matière d'énergie et de climat ainsi que leurs plans territoriaux pour une transition juste afin de mieux anticiper les changements dans l'écosystème de la mobilité qui auront un impact sur les travailleurs du transport et de l'industrie manufacturière tout au long des chaînes d'approvisionnement et de valeur.
- Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action sectoriels avec les partenaires sociaux pour anticiper la transition verte et numérique, un dialogue social de qualité étant essentiel pour garantir une transition réussie et équitable pour le secteur et ses travailleurs.
- Apporter un financement et un soutien adéquats aux mesures pour une transition juste.
- Garantir des politiques actives du marché du travail pour assurer des transitions en douceur entre emplois et renforcer les filets de protection sociale pour tous les travailleurs afin d'œuvrer à une transition juste.
- Investir davantage dans les compétences, notamment dans le développement de parcours flexibles entre le monde du travail et celui de l'éducation, y compris l'apprentissage tout au long de la vie, les systèmes d'apprentissage modulaire, l'apprentissage en alternance, l'apprentissage en ligne et le transfert des connaissances.

- Utiliser les recettes du système d'échange de quota d'émission de l'UE (SEQE-UE) et les fonds européens (par exemple, la facilité pour la reprise et la résilience) pour financer les mesures pour une transition juste, le tout assorti de conditionnalités sociales.
- Améliorer la coordination avec le secteur de l'énergie afin d'accroître la production d'énergies renouvelables et propres à des prix abordables et stables.
- Prendre des mesures pour promouvoir l'émergence de chaînes de production de carburants durables pour le secteur du transport.
- Présenter des candidats pour la prochaine Commission européenne ayant des priorités fortes en matière de décarbonation et de transition.

Nous appelons nos partenaires sociaux à :

- Inscrire la transition juste dans le cadre de la double transition à l'ordre du jour du dialogue social et sectoriel au niveau européen et négocier des accords ambitieux entre partenaires sociaux européens.
- Négocier des plans pour une transition juste avec les syndicats et/ou les comités d'entreprise au niveau sectoriel et de l'entreprise, en tenant compte de l'anticipation et de la gestion du changement.
- Développer des plans pour une transition juste avec les syndicats et les décideurs politiques régionaux/nationaux pour veiller à ce que la double transition verte et numérique soit menée avec succès.
- Mettre fin au travail précaire, garantir de bonnes conditions de travail et assurer les droits des travailleurs pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs intérimaires et les sous-traitants tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- Développer une veille stratégique sur les besoins en compétences pour les profils professionnels émergents et en voie de disparition, investir dans le développement et le perfectionnement des compétences de leur main-d'œuvre, créer des programmes d'apprentissage de qualité et de recrutement de diplômés, et organiser la mobilité interne afin de maintenir tous les travailleurs à bord.
- Investir dans les technologies vertes pour réduire les émissions et dans des carburants plus durables, tout en garantissant des niveaux élevés de santé et de sécurité au travail.
- Améliorer tous les aspects de la décarbonation et de l'efficacité énergétique, du début jusqu'à la fin.